



## **CHU d'ORLÉANS – GHT45**

14, avenue de l'hôpital – CS 86709 – 45067 Orléans Cedex 2

---

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## **Maintenance et extension des systèmes électroniques de sûreté (contrôle d'accès, vidéoprotection, détection intrusion)**

### **Procédure n° 2026-22**

Appel d'Offres Ouvert

(articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du CCP)

CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021)

## Table des matières

Table des matières .....	2
En-tête marché .....	4
Article 1 — Objet du marché et hiérarchie des pièces.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Pièces constitutives — Hiérarchie (art. 4.1 CCAG-FCS) .....	5
Article 2 — Structure économique et décomposition en postes .....	5
Article 3 — Durée — Reconduction — Date d'effet.....	5
Article 4 — Montant et forme des prix .....	6
4.1 Montant maximum.....	6
4.2 Forme des prix .....	6
4.3 Contenu des prix.....	6
Article 5 — Révision des prix .....	6
5.1 Formule de révision .....	6
5.2 Clause de sauvegarde .....	7
5.3 Clause de réexamen .....	7
5.4 Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence .....	7
Article 6 — Avance .....	7
Article 7 — Retenue de garantie .....	8
Article 8 — Garanties contractuelles.....	8
8.1 Garantie des pièces et équipements.....	8
8.2 Disponibilité des pièces détachées .....	8
8.3 Plan de prévention et assurance .....	8
Article 9 — Délai de prise en charge .....	8
Article 10 — Pénalités .....	8
10.1. Pénalités pour les prestations de maintenance préventive.....	8
10.2. Pénalités pour les interventions de maintenance corrective.....	9
10.3. Pénalités de retard .....	9
10.4. Autres pénalités.....	9
10.4 Contestation .....	9
Article 11 — Paiement.....	9
11.1 Modalités.....	9

11.2 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	10
Article 12 — Sous-traitance.....	10
Article 13 — Confidentialité — Sécurité des Systèmes d'Information (SSI).....	10
Article 14 — Protection des données à caractère personnel (RGPD) .....	11
Article 15 — Variantes — Options — Prestations supplémentaires éventuelles .....	11
Article 16 — Résiliation .....	11
Article 17 — Règlement amiable et contentieux .....	11
17.1 Règlement amiable.....	11
17.2 Juridiction compétente .....	11
Article 18 — Dérogations au CCAG-FCS .....	12

**Objet : 2026- 22 Maintenance et extension des systèmes électroniques de sûreté (contrôle d'accès, vidéoprotection, détection intrusion) — GHT Loiret (GHT45)**

**En-tête marché**

Rubrique	Valeur
Pouvoir adjudicateur coordonnateur	Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans — 14 avenue de l'Hôpital, CS 86709, 45067 Orléans Cedex 2 — SIRET 26450009100014
GHT	GHT Loiret (GHT45), CHU d'Orléans établissement support (arrêté ARS Centre-Val de Loire du 30 août 2016)
Forme	Groupeement de commandes (art. L. 2113-6 à L. 2113-8 CCP), coordonnateur = CHU d'Orléans
Établissements bénéficiaires	CHU d'Orléans ; Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise (CHAM, Amilly-Montargis) ; Établissement Public de Santé Mentale du Loiret « Georges Daumezon » (Fleury-les-Aubrais, INTRA + EXTRA + UHSA) ; Centre Hospitalier de Sully-sur-Loire.
Procédure	Appel d'offres ouvert (art. L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 CCP)
CCAG applicable	<b>**CCAG Fournitures Courantes et Services**</b> — arrêté du 30 mars 2021 (version « maintenance d'équipements »)
Type de marché	Marché ordinaire à prix unitaires révisables, lot unique
Numéro de procédure	<b>**2026-22**</b>
Plateforme de dématérialisation	PLACE (marches-publics.gouv.fr)

**Article 1 — Objet du marché et hiérarchie des pièces**

**1.1 Objet**

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective, ainsi que les prestations d'évolution, des systèmes électroniques de sûreté (contrôle d'accès, vidéoprotection, détection intrusion, anti-fugues, visiophonie, DATI) installés dans l'ensemble des bâtiments, présents et à venir, des établissements bénéficiaires listés en en-tête.

Le marché est à **obligation de résultat** pour le Poste 1 (forfait) et à **obligation de moyens** pour le Poste 2 (hors forfait).

## 1.2 Pièces constitutives — Hiérarchie (art. 4.1 CCAG-FCS)

Pièces particulières, par ordre de priorité décroissant :

1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
2. Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
3. Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (inventaires par site, plans, fiches de site) ;
4. Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
5. Mémoire technique du titulaire.

### Pièces générales :

6. CCAG-FCS, arrêté du 30 mars 2021 (disponible sur Légifrance), applicable dans ses dispositions adaptées à la maintenance d'équipements.

En cas de contradiction entre pièces, le document de rang supérieur prévaut.

## Article 2 — Structure économique et décomposition en postes

Le marché est structuré en **deux postes** :

- **Poste 1 — Forfait annuel par site** : maintenance préventive (1 visite préventive annuelle minimum par site et par système), mise à jour des plans et synoptiques, mise à jour des programmations, maintenance du logiciel d'exploitation (MSL), assistance téléphonique, petites fournitures et consommables d'exploitation, rapport annuel et réunions de coordination. Facturation **trimestrielle à terme échu**, conditionnée à la remise des rapports prévus au CCTP. Obligation de résultat.
- **Poste 2 — Hors forfait à bons de commande** : maintenance corrective (art. 3.2.2 CCTP), fourniture/pose/raccordement d'équipements de rétablissement, ajout de licences, fourniture/pose/raccordement de nouveaux équipements (UTL, lecteurs de badges, cartes électroniques, caméras, centrales d'intrusion, détecteurs, etc.), prestations de dessin/récolement DOE. Prix unitaires BPU ou, à défaut, tarif catalogue constructeur avec remise contractuelle. Obligation de moyens.

Les bons de commande du Poste 2 sont émis dans les conditions des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162-14 CCP.

## Article 3 — Durée — Reconduction — Date d'effet

Le marché est conclu pour une durée initiale de **12 mois à compter de la date de sa notification**.

Il est reconductible **tacitement 3 fois**, chacune pour **12 mois**, soit une durée maximale cumulée de **48 mois**.

Le pouvoir adjudicateur peut refuser la reconduction par décision notifiée au titulaire au plus tard **2 mois** avant l'échéance annuelle. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

À titre dérogatoire et exceptionnel, le titulaire peut refuser la reconduction en cas de fin de vie démontrée de tout ou partie des équipements (obsolescence, indisponibilité des pièces), sous réserve d'un préavis écrit de **6 mois** avant l'échéance annuelle.

## Article 4 — Montant et forme des prix

### 4.1 Montant maximum

Le montant **maximum hors taxes pour la durée d'un an (12 mois)** est fixé à : **250 000 € HT**

### 4.2 Forme des prix

Les prix sont **unitaires** et **révisibles** dans les conditions de l'article 5.

### 4.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions d'exécution : déplacements, main d'œuvre, outillages, EPI, encadrement, frais de siège, assurances, rapports, réunions, formations du personnel client, stock dédié, consommables non facturables (joints courants, visserie, colliers, silicone, étiquettes),

**ATTENTION : toutes les opérations de maintenance corrective sont hors forfait et sont prévues dans le BPU.**

## Article 5 — Révision des prix

### 5.1 Formule de révision

Les prix sont ajustables une fois par an à la date anniversaire du marché au regard du barème de prix du Titulaire, appliqué à l'ensemble de sa clientèle sans changement des taux de remise initialement consentis.

En cas de baisse des prix appliquée à l'ensemble de sa clientèle, le titulaire devra obligatoirement en faire bénéficier le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans sans délai.

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule suivante :

#### Pour le poste 1

$$C_n = 0,125 + 0,875 \text{ BT47}$$

BT47o

#### Pour le poste 2

$$C_n = 0,15 + 0,075 \text{ FSD2} + 0,575 \text{ ICHT-IME} + 0,200 \text{ BT47}$$

FSD2o ICHT-IMEo BT47o

$C_n$  = coefficient de révision

FSD2 = frais et services divers (model 2) connu à la date de révision

FSD2o = frais et service divers (model 2) connu à la date d'effet du contrat

ICHT-IME = valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés des Industries mécaniques et électriques connue à la date de révision.

ICHT-IMEo = valeur initiale de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés des Industries mécaniques et électriques connue à la date d'effet du contrat.

BT47= électricité connue à la date de révision

BT47o= électricité connue à la date d'effet du contrat.

## 5.2 Clause de sauvegarde

Si, sur une période annuelle donnée, la formule conduit à une variation strictement supérieure à **+ 5 %**, la clause de sauvegarde est activée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur dispose d'une option exclusive entre :

- (a) résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions de l'article 38 du CCAG-FCS, avec indemnisation du titulaire selon le régime CCAG (dépenses exposées + manque à gagner sur la partie non exécutée) ; ou
- (b) acceptation du nouveau barème proposé par le titulaire, consigné dans un avenant.

La décision est notifiée au titulaire sous 30 jours à compter du constat de dépassement. La clause de sauvegarde constitue une option réelle laissée à l'acheteur ; le titulaire ne peut imposer unilatéralement une révision au-delà de la formule contractuelle (CAA Versailles 09/05/2023 n° 21VE00612 — application stricte des clauses de révision).

## 5.3 Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les modifications peuvent porter sur :

- Le nombre d'équipements et leurs implantations ;
- L'ajout d'équipement ;
- L'ajout de prestations rendues nécessaires en lien avec l'objet du marché.

## 5.4 Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

## Article 6 — Avance

En application de l'article **R. 2191-3 du Code de la commande publique**, une avance est accordée au titulaire dès lors que le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à **50 000 € HT** et que le délai d'exécution est supérieur à **deux mois**.

**Taux de l'avance** : **5 %** du montant initial toutes taxes comprises du marché (R. 2191-7 CCP), calculé sur la part revenant au titulaire (hors sous-traitance déclarée).

**Versement** : l'avance est versée **sur demande expresse du titulaire**, formulée par écrit au coordonnateur du groupement dans les deux mois suivant la notification du marché. En l'absence de demande dans ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à l'avance, conformément à la faculté ouverte par l'article R. 2191-3 in fine du CCP.

**Remboursement** : l'avance est remboursée par précompte sur les sommes dues au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du CCP.

**Garantie à première demande** : dès lors que le taux d'avance dépasse 30 %, le titulaire constitue une garantie à première demande conformément à l'article R. 2191-7 du CCP. Le présent marché étant limité au taux légal de 5 %, aucune garantie n'est exigée.

## Article 7 — Retenue de garantie

Sans objet

## Article 8 — Garanties contractuelles

### 8.1 Garantie des pièces et équipements

Sans préjudice de l'article 33 du CCAG-FCS, les pièces, composants et équipements fournis ou remplacés au titre du Poste 2 bénéficient d'une **garantie contractuelle de 24 mois** à compter de leur date de mise en service, couvrant les vices de fabrication, la conformité aux normes applicables et le fonctionnement en intégration avec les systèmes existants. Pendant la période de garantie, toute intervention correctrice est non facturable.

### 8.2 Disponibilité des pièces détachées

Le titulaire garantit la disponibilité de pièces détachées d'origine (ou de pièces équivalentes validées par le constructeur) pendant une durée minimale de **10 ans** à compter de la fin de commercialisation de chaque équipement.

### 8.3 Plan de prévention et assurance

Le titulaire remet, dans les **30 jours** suivant la notification, le plan de prévention établi conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992 et une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.

## Article 9 — Délai de prise en charge

Un rapport de prise en charge des installations existantes est remis par le titulaire dans un délai de **3 mois** à compter de la notification, avec accusé de réception du pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le titulaire ne peut élever aucune réclamation sur l'état initial.

## Article 10 — Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

### 10.1. Pénalités pour les prestations de maintenance préventive

- Lorsque le **planning des visites de maintenance préventive (début et fin de la mission)** n'est pas respecté du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de **200 €** par jour de retard. Le délai de prévenance est défini à l'article 3.2.1. du CCTP ;



- Lorsque les **délais de remise des documents** (devis, rapport de visite, compte rendu de réunion, ...) et de mise à jour des programmations et des bases de données sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de **100 €** par jour de retard. Les délais de remise des documents sont définis dans le CCTP.

## 10.2. Pénalités pour les interventions de maintenance corrective

- Lorsque les **délais d'intervention (GTI)** ne sont pas respectés du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de **100 €** par heure de retard (art. 4.2.1. du CCTP) ;
- Lorsque la **durée d'immobilisation (GTR)** est supérieure à 2 heures (comme demandée à l'article 4.2.3. du CCTP), du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de **100 €** par heure de retard.

## 10.3. Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations ou la livraison des fournitures par rapport aux délais contractuels prévus au bon de commande, des pénalités de retard seront applicables, sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités est fixé à **[X %] du montant HT du bon de commande par jour calendaire de retard**. Le montant total des pénalités de retard est **plafonné à 10 % du montant HT du bon de commande concerné**.

Les pénalités sont dues de plein droit et pourront être déduites des sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice de tout autre recours de l'Acheteur en cas de manquement grave

## 10.4. Autres pénalités

- Pénalités pour non-respect des règles d'accès au site (art. 4.3. du CCTP) : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des règles de confidentialité (art. 4.4. du CCTP) : 100 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des règles de sécurité (art. 4.5. du CCTP) : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène (art. 4.6. du CCTP) : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour absence du port du badge d'identification (art. 4.7. du CCTP) : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non-respect des modalités d'intervention (art. 4.9. du CCTP) : 50 € net par infraction ;
- Pénalités pour non nettoyage quotidien des déchets (art. 4.9.11. du CCTP) : 50 € net par jour ;
- Pénalités pour absence à une réunion : 50 € net par absence.

## 10.4 Contestation

Toute contestation de pénalité s'exerce dans le cadre du règlement amiable de l'article 46 du CCAG-FCS 2021 (renvoi à l'article 18 du présent CCAP).

# Article 11 — Paiement

## 11.1 Modalités

- Poste 1 : facturation **trimestrielle à terme échu**, conditionnée à la remise des rapports trimestriels prévus au CCTP.
- Poste 2 : facturation au bon de commande, après service fait et signature de la fiche d'intervention dans les 72 heures.

Toutes les factures sont déposées sur **Chorus Pro** (obligatoire pour les EPS).

### 11.2 Délai de paiement et intérêts moratoires

- Délai global de paiement : **50 jours** à compter de la réception de la facture (art. R. 2192-11 CCP — EPS).
- Intérêts moratoires : taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de **8 points** (art. R. 2192-31 CCP).
- **Indemnité forfaitaire de recouvrement : 40 € HT** (art. D. 2192-35 CCP), due de plein droit en cas de retard de paiement, en sus des intérêts moratoires.

## Article 12 — Sous-traitance

Admise dans les conditions des articles 15 à 17 du CCAG-FCS et L. 2193-1 et suivants du CCP. Tout sous-traitant est soumis à acceptation préalable et à agrément des conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant de rang 1 bénéficie du paiement direct lorsque le montant de la sous-traitance est ≥ 600 € TTC.

## Article 13 — Confidentialité — Sécurité des Systèmes d'Information (SSI)

Les prestations portent sur des systèmes de sûreté **sensibles**. À ce titre :

7. Les techniciens intervenants sont **nommément désignés** et leur liste est soumise à validation préalable du **RSSI** de chaque établissement.
8. Chaque technicien signe une **attestation individuelle de confidentialité** (modèle fourni au CCTP), incluant engagement de non-divulgaration des plans de sûreté, positions de caméras, codes, cartographies logiques, procédures de mise en/hors service.
9. Le titulaire respecte la **Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI)** de chaque établissement, ainsi que les règles d'hygiène informatique (pas de support amovible non validé, pas de connexion non autorisée au SIH).
10. Les données techniques (cartographies, plans, programmations, enregistrements) sont et demeurent la **propriété exclusive** des établissements bénéficiaires, y compris après expiration du marché. Aucune copie, sauvegarde ou export ne peut être conservé par le titulaire au-delà de la durée strictement nécessaire à l'exécution.
11. Pour l'**UHSA** (unité pénitentiaire), des exigences complémentaires s'appliquent (casier judiciaire bulletin n° 2, copie CNI transmise 1 semaine avant intervention à [julien.buisson@epsm-loiret.fr](mailto:julien.buisson@epsm-loiret.fr), mise à jour annuelle des CNI, accompagnement obligatoire) — détaillées au CCTP.
12. Toute fuite, perte ou compromission de données est notifiée au RSSI de l'établissement concerné et au correspondant sûreté du coordonnateur GHT dans les **24 heures**.
13. Les respects du Code pénal, du CPI, de la loi Informatique et Libertés et le cas échéant de l'IGI 1300 sont exigés.

Le non-respect de ces obligations constitue une faute grave pouvant fonder une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG-FCS.

## Article 14 — Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Le traitement des données à caractère personnel associé au présent marché (notamment aux fins de vidéoprotection et de contrôle d'accès par badges) est encadré par un dispositif contractuel distinct du présent DCE, préalablement conclu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Aucun traitement n'est réalisé par le titulaire sans ce dispositif préalable.

## Article 15 — Variantes — Options — Prestations supplémentaires éventuelles

**Non autorisées.**

## Article 16 — Résiliation

Résiliation dans les conditions des **articles 38 à 44 du CCAG-FCS** :

- Art. 38 — Résiliation pour motif d'intérêt général (avec indemnité, **non supprimée**) ;
- Art. 39 — Résiliation pour événements extérieurs au marché ;
- Art. 40 — Résiliation pour faute du titulaire ;
- Art. 41 — Effets de la résiliation ;
- Art. 42 — Décompte de résiliation ;
- Art. 43 — Remise du décompte ;
- Art. 44 — Contestation du décompte.

Cas particulier d'activation de la clause de sauvegarde (art. 5.3 du présent CCAP) : résiliation sans indemnité de la partie non exécutée.

## Article 17 — Règlement amiable et contentieux

### 17.1 Règlement amiable

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS 2021, en cas de différend, les parties peuvent recourir à une médiation ou saisir le **Comité Consultatif de Règlement Amiable (CCRA) de Nantes**.

### 17.2 Juridiction compétente

Tout litige non résolu à l'amiable relève de la compétence du **Tribunal Administratif d'Orléans**.

## Article 18 — Dérogations au CCAG-FCS

Conformément à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS 2021, les dérogations apportées par le présent CCAP sont récapitulées ci-dessous :

Article CCAP	Article CCAG-FCS dérogé	Objet de la dérogation
Art. 3 (clause de refus de reconduction par le titulaire en cas de fin de vie des équipements, préavis 6 mois)	Art. 4 CCAG-FCS (reconduction)	Faculté exceptionnelle de refus par le titulaire, non prévue par le CCAG
Art. 10.1 (formules de pénalités 100 €/h, 200 €/j, 500 €/j, plafonds spécifiques par site et par catégorie)	Art. 14.1.1 CCAG-FCS (formule standard des pénalités)	Substitution d'une formule spécifique à la formule CCAG (les mécanismes protecteurs 14.1.2 exonération et 14.1.3 plafonnement 10 % restent intégralement applicables)

Aucune autre dérogation n'est apportée. Les trois mécanismes protecteurs du CCAG-FCS (exonération art. 14.1.2, plafond global 10 % art. 14.1.3, procédure contradictoire art. 14.1.4) sont intégralement préservés.